



Allocution de Madame Micheline Calmy-Rey

Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères

Congrès ordinaire du Parti socialiste suisse

25/26 octobre 2008 – Aarau

Seule la version prononcée fait foi !

Camarades,

L'actualité nous invite à une certaine humilité. Le système financier international conquérant, innovateur - que n'a t'on vanté les produits structurés, les modèles mathématiques - arrogant, ce système est en train de se dissoudre sous nos yeux.

Nous vivons des moments dramatiques. Quotidiennement, heure après heure, nous sommes témoins de l'instabilité des marchés et de la perte de confiance.

Certes, les responsables politiques et financiers ont lancé des plans de sauvetage drastiques, ils ont harmonisé leurs efforts; et pourtant la confiance dans le marché financier mondialisé reste sérieusement ébranlée. Aux États-Unis comme en Europe, les marchés et les instituts financiers traversent les pires turbulences depuis les années 30 du siècle dernier. Des établissements financiers bien établis à Wall Street, dont les noms prestigieux évoquaient pouvoir et succès, s'effondrent pratiquement du jour au lendemain. Des génies de la finance, qui hier encore jonglaient avec les milliards, en sont aujourd'hui réduits à vider silencieusement leur bureau.

Alors qu'il y a quelques mois, les bonis de quelques-uns montaient à des hauteurs himalayennes, aujourd'hui nous sommes tenus en haleine par des annonces successives d'amortissement et de plans de relance. Les institutions financières ont eu tendance à oublier la notion de risque. Aujourd'hui le crédit est affecté. Et aujourd'hui on attend avec impatience que l'Etat intervienne. Le marché libre tend sa main invisible pour implorer le soutien de la main publique. Je sais combien il est difficile de comprendre que ceux-là même qui ont relayé la crise en transformant de mauvais crédits en actifs financiers pour les vendre à l'ensemble de la planète, que ceux-là même qui ont bénéficié de la situation pour amasser de substantiels revenus, vont aussi bénéficier de la manne publique. Beaucoup, jusque dans cette salle même peut-être, y voient un juste retour des choses – y trouvent peut-être même une douce revanche.

Reste que la Suisse n'est pas une île. Que la Suisse est fortement imbriquée dans le système financier global, que notre prospérité et notre niveau d'emploi sont étroitement liés à l'économie mondiale et que cela nous rend vulnérables

et solidaires. Le gouvernement suisse est conscient de la responsabilité qui lui incombe dans la stabilisation du système financier. Les banques suisses satisfont à des obligations strictes en ce qui concerne la dotation en fonds propres et les exigences de liquidités. Mais l'aggravation de la crise a gelé les liquidités et les mesures prévues à l'étranger, de participation au capital et de garantie des opérations interbancaires et des dépôts, ont causé un déficit de compétitivité. Le CF a donc arrêté une série de mesures conjointement avec la Banque nationale suisse et la Commission fédérale des banques afin de stabiliser et renforcer la confiance dans notre marché financier.

Je sais que vous auriez souhaité un cadre plus strict pour ce qui concerne la politique de rémunérations, que vous auriez voulu des contreparties à l'engagement de l'Etat, sous forme d'actions, une société de défaisance localisée ailleurs qu'aux îles Caïman, je sais que vous exigez que les énormes bonis et autres parachutes dorés soient rétrocédés par ceux qui ont mal conduit les affaires. Moi aussi.

Camarades,

Le paquet peut certainement être amélioré et vous aurez votre mot à dire. Les standards et les mécanismes de régulation du secteur financier constituent à cet égard un aspect essentiel. Il faut prévoir de nouveaux systèmes de régulation, notamment des contrôles plus rigoureux de la prise en charge des risques. Un autre aspect réside dans le contrôle des systèmes de bonus et d'incitation. Nous savons tous qu'ils ont joué un rôle décisif dans le déclenchement de cette crise. Au lieu de récompenser des opérateurs générant des rendements à court terme, il convient de revenir à une gestion plus responsable en matière d'indemnités et de bonus. Reste camarades que je suis convaincue que les opérations de sauvetage menées ces dernières semaines se justifiaient pour éviter le pire.

Camarades,

La crise que nous vivons va, à n'en pas douter, dans une mesure que nous ne pouvons pas prévoir aujourd'hui, changer la donne géostratégique. En tout état de cause, elle va jouer sur les investissements directs étrangers et sur l'aide publique au développement. Les ralentissements qui gagnent les pays développés vont d'abord conduire à une baisse de leur demande de matières

premières, principales sources d'exportation pour les pays en développement, et donc à une baisse de leurs revenus. De même, les investissements directs étrangers devraient diminuer, et les banques se montrer plus prudentes qu'auparavant. Autre inquiétude, les coupes possibles dans l'aide publique au développement. L'ensemble de ces facteurs affectera l'Afrique subsaharienne plus que n'importe quelle autre région du monde. Des centaines de millions d'Africains sont menacés dans leur travail, dans leur santé et dans leur éducation.

Selon le bilan de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'envolée des prix agricoles et du pétrole a provoqué en 2008, une augmentation de 75 millions du nombre de personnes qui souffrent de la faim. Un enfant de moins de 10 ans meurt de la faim et de ses conséquences toutes les cinq minutes dans le monde. Cela ne fait que souligner le contraste avec l'apparente facilité avec laquelle les fonds ont été trouvés pour sauver les banques.

Camarades,

Après des années fastes, des années plus difficiles nous attendent. Nous avons donc besoin de programmes de soutien et de conditions cadres favorables, d'assurances sociales solides et équitables. En parlant de conditions cadre, je pense aussi à nos accords bilatéraux avec l'UE, ces accords qui ouvrent le marché du travail, résorbent les entraves au commerce, améliorent l'accès aux marchés publics, définissent les règles de la coopération en matière de recherche et de technologie, facilitent le commerce des produits agricoles, libéralisent les transports terrestres et aériens.

Ces accords forment la base juridique, le socle de nos rapports économiques et politiques intenses avec l'UE. Or ces rapports sont décisifs pour la Suisse, car l'UE et ses 27 membres sont nos principaux partenaires :

- nos échanges commerciaux quotidiens avec l'Union ont en effet passé la barre du milliard de francs;
- et un tiers de nos revenus nous viennent de l'UE.

En un peu plus de six ans, nous avons pu nous rendre compte de l'impact des accords bilatéraux sur la réussite économique de notre pays. Avec un taux de

croissance de 3 % environ, la Suisse a été portée par l'essor économique international.

Les accords bilatéraux ont fait leurs preuves, ils donnent à notre pays le cadre solide dont il a besoin pour s'imposer devant la concurrence étrangère et garantir ainsi prospérité et emploi. Ils sont importants – surtout aujourd'hui, où s'annonce une période économique difficile.

Or camarades,

Nous allons voter une fois de plus à leur sujet le 8 février prochain. Le référendum a été demandé contre la reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes et son extension à deux nouveaux membres de l'UE : la Bulgarie et la Roumanie. Or l'accord sur la libre circulation des personnes est juridiquement lié à l'ensemble des accords bilatéraux I. En d'autres termes, si nous en dénonçons un, nous les perdons tous. Ce qui veut dire que la décision que nous prendrons sur la libre circulation des personnes décidera aussi de la reconduction de tout le premier lot d'accords bilatéraux.

Il est donc essentiel que le pays confirme une fois encore le 8 février son adhésion à la libre circulation des personnes et aux accords bilatéraux I.

La libre circulation des personnes correspond à l'ouverture réciproque, graduelle et contrôlée des marchés du travail entre la Suisse et l'Union européenne. Les Suissesses et les Suisses acquièrent le droit de s'installer et de travailler dans l'UE ; et les ressortissants de l'UE acquièrent en contrepartie les mêmes droits en Suisse.

La liberté d'accès aux marchés du travail et l'égalité de traitement des ressortissants de la Suisse et de l'UE sur le marché de l'emploi sont au centre de l'ouverture de la Suisse à l'Europe. Par cet accord, la Suisse s'associe à une partie essentielle du projet d'intégration européenne.

La libre circulation des personnes représente donc un gain de liberté et de mobilité pour chacune, chacun, sur l'ensemble de ce continent européen qui nous est commun. Mais en Suisse, elle a aussi été un moteur de l'économie. Or la croissance est génératrice d'emplois. On estime que la Suisse doit un tiers

de sa croissance de ces dernières années à la libre circulation des personnes. Cela représente 1 % environ de notre produit intérieur brut – entre quatre et cinq milliards de francs!

Liebe Genossinnen und Genossen,

Ich kenne natürlich auch die Befürchtungen, die viele in Bezug auf die Personenfreizügigkeit: Es kommen zu viele. Sie nehmen uns die Jobs weg. Sie drücken die Löhne. Gerade in meinem Heimatkanton, in Genf, bestehen viele Vorbehalte, weil die Zahl von Grenzgängern stark angestiegen ist.

Wir nehmen diese Ängste auch ernst!

Ja, es stimmt: Es sind viele gekommen. Aber namentlich aus Deutschland, Portugal, Frankreich und Grossbritannien. Ich erinnere Sie an die Angst vor der polnischen Massenzuwanderung während der Abstimmungskampagne zur Personenfreizügigkeit 2005. Der polnische Spengler, der „plombier polonais“, wurde zum Schreckensgespenst schlechthin. Tatsache ist, dass die schweizerischen Kontingente für die osteuropäischen EU-Staaten heute lediglich teilweise ausgeschöpft werden.

Namentlich seit der Aufhebung der Kontingente für die 15 „alten“ EU-Staaten am 1. Juni 2007 ist die Zahl der Aufenthaltsbewilligungen stark gestiegen. Aber es sind eben genau die gekommen, welche die Wirtschaft auch braucht: gut bis sehr gut qualifizierte Fachkräfte. Diese haben die inländischen Arbeitskräfte weitgehend gut ergänzt. Die stärkste Zuwanderung war in den Berufsgruppen der Techniker und Akademiker zu verzeichnen. Und genau in diesen ist auch die Beschäftigung der Schweizer deutlich gestiegen. In diesen Berufsgruppen entstand in früheren Konjunkturphasen jeweils rasch ein Personalangel. Diesmal konnten die Unternehmen die Konjunkturchancen besser nutzen, was zur Schaffung neuer Stellen führte.

Liebe Genossinnen und Genossen

Was leider auch stimmt: Lohndumping ist eine Realität. Die bisherigen Beobachtungen und Analysen zeigen immerhin, dass die flankierenden

Massnahmen greifen. Die grosse Mehrheit der Arbeitsverhältnisse entspricht den schweizerischen Lohn- und Arbeitsbedingungen, auch wenn in bestimmten sensiblen Branchen die Verstossquote immer noch hoch ist.

Daran arbeiten wir. Verschiedene Verbesserungen wurden bereits umgesetzt: Die Kontrolltätigkeiten wurden in den letzten Jahren massiv verstärkt und gezielt in Risikobranchen durchgeführt. Ebenso wurde die Sanktionspraxis verschärft. Diese Sanktionen zeigen auch Wirkung: Die Rückfallquote von einmal gebüssten Betrieben lag im Jahr 2005 bei 11%, ein Jahr später nur noch bei 6%.

Ein grundsätzliches Problem haben wir nicht: Gerade die Löhne im Tieflohnsegment, in dem das Dumpingrisiko höher ist, sind überdurchschnittlich gestiegen. Aber jeder Dumping-Fall ist einer zu viel. Die Umsetzung der flankierenden Massnahmen wird darum weiter verbessert, die Kontrollen werden weiter auf die sensiblen Branchen konzentriert. Zudem will der Bundesrat die Anzahl Kontrollen ab 2010 noch einmal um 20 Prozent erhöhen.

Damit komme ich zu einem wichtigen letzten Punkt.

Ich glaube, wir haben solide Erfahrungen und gute Argumente, die deutlich für die Personenfreizügigkeit sprechen.

Viele stellen mir nun aber die Frage: Was, wenn die Konjunkturphase zu Ende geht?

Die Frage nach den Konsequenzen ist berechtigt. Wer aber die Personenfreizügigkeit wegen allfälliger Probleme in konjunkturschwachen Phasen gleich abschaffen will, muss bedenken: Wären die nötigen Arbeitnehmer nicht in die Schweiz gekommen, wären unsere Firmen auf der Suche nach Arbeitskräften zu ihnen ins Ausland gegangen.

Die Personenfreizügigkeit ist kein Schönwetterabkommen. Sie hat sich in der EU über mehrere Konjunkturzyklen bewährt und ist einer der Pfeiler der

europäischen Wirtschaft.. Wir haben keinen Grund anzunehmen, dass dies für die Schweiz anders sein wird.

Ich plädiere darum klar und deutlich für die Fortsetzung der Personenfreizügigkeit. Ich plädiere für die Sicherung der bilateralen Abkommen und des bilateralen Wegs generell. Dieses vertragliche Fundament, diese stabilen und bewährten Rahmenbedingungen, dürfen wir nicht riskieren – erst recht nicht in Zeiten der wirtschaftlichen Schwäche.

Ich weiss: Nicht alle denken gleich über Sinn und Zukunft des bilateralen Wegs, über die europapolitische Zukunft der Schweiz. Über künftige europapolitische Schritte müssen wir uns heute nicht einig sein. Darüber werden wir wie gewohnt und ausführlich debattieren. Unbedingt einig müssen wir uns aber darüber sein, dass wir nicht hinter den heute erreichten Stand zurückfallen dürfen.

Über eines müssen wir uns klar sein: Ein taktisches Nein gegen die Personenfreizügigkeit würde uns nicht dem EU-Beitritt näher bringen, sondern unser Land viel mehr in eine lange Zeit der Unsicherheit und Isolation werfen. Arbeitsplatz und Standort Schweiz würden geschwächt. Das ginge auf Kosten jedes Einzelnen. Doch es wäre für die Schwächsten der Gesellschaft am schlimmsten. Ich glaube nicht, dass wir das der Schweiz und den Schweizern wünschen.

Liebe Genossinnen und Genossen, wir gehen miteinander den bilateralen Weg gegenüber der EU weiter, nicht nur aus wirtschaftlichen Gründen, sondern auch für unsere gemeinsamen Grundwerte.

Denn unsere Zeit ist auch eine Epoche der Zivilisation und der Kultur. Wir haben die Menschenrechte in Gesetzen verankert und begehen in diesem Jahr das 60-jährige Bestehen der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte und für Solidarität zwischen den Menschen. Wir setzen uns für den Weltfrieden ein.

Im 21. Jahrhundert wissen wir, dass das Böse, das seit Urzeiten die Menschheit vergiftet, nicht ausgeremert ist. Nach wie vor verhungern Menschen, nach wie vor wird ein Krieg vom nächsten abgelöst, nach wie vor

hassen Gruppen von Menschen andere Gruppen von Menschen. Schlimmer noch: Man könnte manchmal den Eindruck haben, wir lebten wieder im Zeitalter der Religionskriege.

Trotz unserer gigantischen Fortschritte sind wir auch heute im Wesentlichen mit den gleichen Problemen konfrontiert wie frühere Generationen. Wir wollen in Frieden und Freiheit leben, wir wollen ein Auskommen für uns und unsere Familie finden, und wir wollen keine Angst haben. Jede Generation muss von Neuem versuchen, diese Ziele für sich zu verwirklichen.

Liebe Genossinnen, Liebe Genossen,

Wir sind die Partei, welche die Zusammenarbeit, Offenheit und Gleichberechtigung in Europa will. Kein anderes Integrationsprojekt verkörpert und realisiert die Idee eines gemeinschaftlichen Europas mehr, als die Personenfreizügigkeit. Die Personenfreizügigkeit entspricht voll und ganz unserer europäischen Idee. Scheitern wir an diesem Öffnungsschritt, werden wir auch an den nächsten scheitern.

Umso wichtiger, dass wir in dieser Grundfrage eine schweizerische Einigkeit schaffen. Damit wir als selbstbewusstes Land, als zuverlässiger und solidarischer Partner der EU zielgerichtet und gemeinsam vorwärts gehen können und nicht rückwärts ins Abseits stolpern.

Vielen Dank